



La Commune



Rétrospective d'une hécatombe institutionnelle

En l'espace de six mois, ceux qui étaient déjà « au bord de l'abîme » ont fait un prodigieux « pas en avant », avec des bottes de sept lieues. La chronologie de cet enchaînement en donne un aperçu saisissant – que voici.



21 juillet 2016 : la loi Travail est définitivement adoptée par le Parlement au moyen de l'article 49-3 de la Constitution. *La loi El Khomri a été adoptée sans vote, au moyen du 49-3. Dans une atmosphère chauffée à blanc. Comme on pouvait s'y attendre, la direction de la CFDT (Club pour en Finir avec le Droit du Travail) se félicite de ce coup de force contre le Code du travail. Rappelons qu'en fin de course, la CFDT, flanquée de la CFTC, est le seul «syndicat» à approuver cette loi. Le dernier sondage publié par Les Echos est, de ce point de vue, une indication significative : «Les Français sont toujours aussi opposés au projet de loi travail et aussi favorables à une poursuite de la mobilisation contre ce texte».* (Lettre de La Commune 24 juillet 2016)

30 août 2016 : Emmanuel Macron démissionne du gouvernement.

Au printemps dernier, la lutte de classes a brusquement fait irruption dans l'arène politique. La loi El Khomri qui a cristallisé la colère de la population laborieuse a finalement été adoptée (publiée au Journal officiel, le 08-08-2016). Mais à quel prix ? Au prix de la dislocation du pouvoir en place. Au prix de l'explosion de la majorité parlementaire, du 49-3, d'un Parti socialiste en proie à la liquidation, d'une droite en proie à la dislocation. Et, tout s'enchaîne : l e premier ministre est isolé au sein de son propre gouvernement. Macron, tel un rat, quitte le navire. Enchevêtrement de la crise économique et de la crise politique. «La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir» écrivait Léon Trotsky en 1934, à propos de la France. Nous y sommes. (éditorial La Commune 12 septembre 2016)

13 octobre 2016 : la parution de Un président ne devrait pas dire ça, livre d'entretiens de François Hollande avec deux journalistes du Monde, entraîne des polémiques.

L'Exécutif vient d'exploser. L'affrontement entre le chef de l'État et le chef du gouvernement est à peine voilé. Au même moment, la crise de la police, à peine contenue au printemps dernier, éclate au grand jour, en dehors de tous canaux. D'un point de vue institutionnel, il n'y a donc plus de «majorité». La fonction de président de la République est souillée et ridiculisée par un bouquin dérisoire . (lettre de La Commune 23 octobre 2016)

19 octobre 2016 : primaire présidentielle écologiste (élimination de Cécile Duflot au 1er tour).

5 novembre 2016 : la conférence des cadres du PCF désavoue le secrétaire général. *Le 5 novembre, pour la première fois dans l'histoire de ce parti, le secrétaire général a été désavoué par son propre appareil, à savoir « l a conférence des cadres». Bien que marginalisé sur le terrain électoral, ce parti est, jusqu'à aujourd'hui, doté d'un corps militant (doublé d'un corps de permanents) - au travers duquel il a une prise déterminante sur les appareils de la CGT , de la FSU et, dans une moindre mesure, au travers de ses satellites (Ensemble et autres), sur Solidaires. Ni ralliement à Mélenchon, ni à Montebourg (au cas où...), telle est la position des «cadres» du PCF au grand désespoir de l'ex-ministre de Jospin, M.-G. Buffet, acquise à Mélenchon. Les ondes de choc de la lutte de classes en France, en particulier au printemps dernier, se sont répercutées au cœur de l'appareil du PCF . (chronique d'une chute de régime, La Commune 13 novembre 2016)*

20 novembre 2016 : Sarkozy est éliminé au premier tour de la primaire de la droite. *Cet épisode n'est anodin qu'en apparence : Sarkozy aura été le dernier fédérateur de son «mouvement», le dernier caudillo-meneur de ce qui fut autrefois le parti gaulliste. Sa déroute représente un nouveau palier vers la dislocation des chairs de l'ex-UMP, ex-RPR, ex-UDR, parti organique et godillot de la V^e République. (Lettre de La Commune 22 novembre 2016)*

26 novembre 2016 : Les militants communistes se sont prononcés à 53,6 % en faveur d'un soutien à Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017.

Ces primaires [du PS] d'un côté et La France insoumise de l'autre privent totalement le PCF d'oxygène et de la moindre parcelle d'espace politique ou électoral. La longue période du déclin de ce parti autrefois très puissant cède le pas à l'agonie. Non, Chassaigne ne jouait pas les Cassandra lorsqu'il prévenait que le soutien à Mélenchon signifierait « la mort du Parti communiste ». Le parti qui, en 1958, alignait encore 10 000 permanents salariés, peine à regrouper aujourd'hui 40 000 adhérents dont on sait qu'une partie importante sont des encartés d'un jour, captés à la fête de l'Huma. Son emprise sur la CGT est en jeu, à présent et l'appareil de « l a grande centrale» pâtit rudement de la liquidation rampante du parti qui fut sa colonne vertébrale. En son sein se disputent plusieurs chapelles, plus ou moins nostalgiques du temps où il faisait sa loi dans le mouvement ouvrier, son appareil assurant la protection rapprochée de tous les gouvernements en place, au prix de grands écarts et de double-langage ou d'équivoques en tous genres. (chronique d'une chute de régime, La Commune 9 janvier 2016)

27 novembre 2016 : Juppé éliminé de la primaire de la droite. *Face à Sarkozy, Juppé incarnait l'union nationale, le consensus au sommet avec tout ou partie des restes de «la gauche» comme moyen de pousser les feux des réformes. Par médias interposés, les cercles dirigeants du capital financier misaient sur ce cheval de retour. La déchéance accélérée de Sarkozy, rattrapé à grande vitesse par les affaires, a donné prise à «l'ascension» rapide de Fillon. Et celui-là a promis d'en découdre en frappant vite et fort pour briser d'un coup sec et une bonne fois pour toutes qu'il est convenu d'appeler le modèle social, quitte à passer sur le corps des syndicats. Quel est la part de volonté politique ? Quelle est la part de bluff ? Nous verrons bien. Bien des commentateurs considèrent que la crise du clan Les républicains est circonscrite. Elle entre, au contraire, dans une nouvelle phase. (chronique d'une chute de régime, La Commune 11 décembre 2016)*

1er décembre 2016 : le président François Hollande renonce à être candidat à sa succession en 2017, une première sous la V^e République. *Selon The Times, cette décision est surtout le résultat d'un «putsch de palais» conduit par Manuel Valls (source : Wikipedia sur Valls). Toute la machinerie électorale s'est dérégulée. Le gouvernement Hollande-Valls s'est brisé sur le mur de la résistance à la loi Travail. Cette loi à laquelle ce gouvernement tenait plus qu'à la prunelle de ses yeux. Les conditions désastreuses qui ont présidé à l'adoption de cette loi a conduit à un bras de fer entre le chef de l'État et son Premier ministre. Et, pour la première fois dans la vie de la V^e république, le président en exercice ne briguera pas un nouveau mandat . (Chronique d'une chute de régime, La Commune 11 décembre 2016)*

6 décembre 2016 : Bernard Cazeneuve est nommé Premier ministre après la démission de Manuel Valls.

25 janvier 2017 : des révélations du Canard enchaîné déclenchent l'affaire Pénélope Fillon.

29 janvier 2017 : Valls a donc été éliminé à plates coutures, sur son propre terrain. *Dans le même temps, la candidature de Fillon est gravement compromise. Ce dernier rebondissement fait une autre victime : la France insoumise qui s'était fondé sur l'idée que son candidat, Mélenchon allait être le challenger de Hollande ou Valls et non d'un type se prononçant formellement pour l'abrogation de la loi El Khomri. Ainsi*

vont tous les calculs «d'échiquier politique» qui oublie qu'en définitive c'est «la lutte de classes qui encadre les élections ». (Déclaration La Commune 30 janvier 2017)

2 février 2017 : dans le quartier de la Rose-des-Vents à Aulnay-sous-Bois, un jeune homme de 22 ans prénommé Théo est victime d'actes de torture et de barbarie par des policiers de la Brigade de Sûreté du Territoire.

***Wladimir Susanj,
10-02-2017***

Modifié le lundi 13 février 2017

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »